

Deloitte.

AUX ACTIONNAIRES D'IMAFLEX INC.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Imaflex Inc., qui comprennent les bilans consolidés au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009, et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, du résultat étendu et des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Imaflex Inc. et de ses filiales au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada



Montréal, Canada

26 Avril 2011

Comptable agréé auditeur permis no 13556

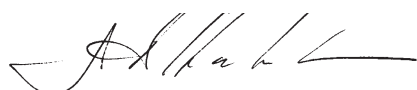
BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie	82 031 \$	964 188 \$
Débiteurs (note 2)	8 284 584	7 066 890
Stocks (note 3)	8 962 205	10 833 855
Charges payées d'avance	13 536	18 788
	17 342 356	18 883 721
Immobilisations (note 4)	15 662 776	16 631 471
	33 005 132 \$	35 515 192 \$
Passif		
Passif à court terme		
Dette bancaire (note 5)	6 338 764 \$	5 959 204 \$
Créditeurs et charges à payer	5 941 714	5 151 104
Impôts à payer	39 242	328 423
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 7)	2 409 829	2 922 419
Tranche à court terme des obligations aux termes des contrats de location-acquisition (note 6)	12 462	53 686
	14 742 011	14 414 836
Obligations aux termes des contrats de location-acquisition (note 6)	42 512	48 829
Dette à long terme (note 7)	3 107 757	4 171 296
Impôts futurs (note 8)	1 087 004	936 252
	18 979 284	19 571 213
Engagements et éventualités (note 11)		
Capitaux propres		
Capital-actions (note 9)	7 829 165	7 829 165
Surplus d'apport (note 9)	322 500	322 500
	8 151 665	8 151 665
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(411 705)	(244 090)
Bénéfices non répartis	6 285 888	8 036 404
	5 874 183	7 792 314
	14 025 848	15 943 979
	33 005 132 \$	35 515 192 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

On behalf of the Board:



Administrateur



Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
Chiffre d'affaires	46 488 527 \$	48 189 969 \$
Coût des marchandises vendues	41 594 518	40 539 278
Amortissement du matériel de production	987 111	2 817 230
Bénéfice brut	3 906 898	4 833 461
Charges		
Frais de vente et d'administration	4 163 825	3 485 635
Intérêts (note 7)	517 132	464 316
Perte de change	212 805	522 246
Amortissement des immobilisations	359 905	275 245
Autres	327 594	130 422
	5 581 261	4 877 864
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 674 363)	(44 403)
Charge d'impôts (note 8)	76 153	358 870
Perte nette	(1 750 516)	(403 273)
Bénéfices non répartis au début de l'exercice (note 1)	8 036 404	8 439 677
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	6 285 888 \$	8 036 404 \$
Perte par action de base et diluée (note 9)	(0,044) \$	(0,010) \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
Perte nette	(1 750 516) \$	(403 272) \$
Autres éléments du résultat étendu :		
Variation de la perte non réalisée à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes, déduction faite de l'impôt de néant en 2010 et de 173 286 \$ en 2009	(167 615)	(769 032)
Résultat étendu	(1 918 131) \$	(1 172 304) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

	2010	2009
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Perte nette	(1 750 516) \$	(403 273) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissement	1 347 016	3 092 475
Impôts futurs	150 752	(113 958)
Gain (perte) de change non réalisé(e)	32 265	(156 749)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés (note 7a)	(51 236)	(104 699)
Autres gains	(14 975)	—
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié à l'exploitation (note 12)	1 330 613	(31 191)
	1 043 919	2 282 605
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation de la dette bancaire	379 560	1 132 539
Émission de titres d'emprunt à long terme	1 093 999	—
Remboursement de la dette à long terme	(2 504 152)	(3 301 915)
Remboursement d'obligations aux termes des contrats de location-acquisition	(54 156)	(108 741)
	(1 084 749)	(2 278 117)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(844 381)	(334 672)
Produit de la cession d'immobilisations	14 975	—
	(829 406)	(334 672)
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie	(11 921)	43 727
Diminution de la trésorerie, montant net	(882 157)	(286 457)
Trésorerie au début de l'exercice	964 188	1 250 645
Trésorerie à la fin de l'exercice	82 031 \$	964 188 \$
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	494 481 \$	469 880 \$
Impôts sur les bénéfices payés	—	275 000
Montant des dépôts affectés à l'acquisition d'immobilisations	31 687	394 239
Acquisitions d'immobilisations incluses dans les créditeurs	—	238 257

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

Imaflex Inc. (la « Société ») a été constituée en société par actions en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Ses principales activités sont la conception, la fabrication et la vente de matériaux d'emballage.

1. Principales conventions comptables

a) Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada. Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ceux de sa filiale en propriété exclusive, Imaflex USA, Inc. (« Imaflex USA »). L'ancienne filiale canadienne en propriété exclusive de la Société, Canslit Inc. (« Canslit »), a fusionné avec Imaflex Inc au cours de l'exercice.

Tous les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

b) Modifications futures de conventions comptables

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

Le Conseil des normes comptables (le « CNC ») du Canada a fixé au 1^{er} janvier 2011 la date à laquelle les IFRS doivent remplacer les PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation d'information du public, notamment les émetteurs assujettis canadiens. Imaflex Inc. préparera ses états financiers consolidés conformément aux IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

c) Constatation des produits

La Société constate ses produits lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, que les marchandises ont été livrées et que le prix a été déterminé ou est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

d) Stocks

Les matières premières, les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Le coût des produits finis comprend le coût des matières premières et la quote-part applicable des coûts de main-d'œuvre et des frais généraux de fabrication fixes et variables. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimatif, diminué des coûts d'achèvement estimatifs et des coûts estimatifs nécessaires pour réaliser la vente.

e) Immobilisations

Les immobilisations sont constatées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire, déduction faite de la valeur de récupération estimative :

Immobilisations	Méthode	Période
Matériel de production	Linéaire	20 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique et logiciels	Linéaire	3 ans

Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location, jusqu'à un maximum de 5 ans.

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2009, la Société a révisé la durée de vie utile estimative du matériel de production utilisé par Imaflex USA pour la faire passer de 10 à 15 ans. Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2010, la Société a révisé la durée de vie utile estimative de son matériel de production pour la faire passer de 10 et 15 ans à 20 ans. Cette modification des estimations, appliquée de manière prospective, a donné lieu à une réduction de la charge d'amortissement d'environ 1 497 142 \$ et 380 000 \$ pour les exercices clos les 31 décembre 2010 et 2009, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

1. Principales conventions comptables (suite)

f) Dépréciation des actifs à long terme

La Société soumet ses actifs à long terme à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif à long terme destiné à être utilisé excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui devraient découler de son utilisation et de sa cession éventuelle. La perte de valeur est calculée en soustrayant la juste valeur estimative de l'actif de sa valeur comptable.

g) Change

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments figurant au bilan libellés en devises sont convertis aux taux en vigueur à la date des opérations respectives. Les produits et les charges libellés en devises sont convertis aux taux de change moyens de l'exercice. Les gains ou les pertes de change sont comptabilisés à l'état des résultats.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la Société classe sa filiale étrangère, Imaflex USA, précédemment considérée comme un établissement étranger intégré, comme un établissement étranger autonome. Cette modification du classement découle de changements de circonstances relatives aux activités d'Imaflex USA, notamment de sa capacité à gérer sa situation financière et sa croissance de façon autonome, après sa période de démarrage.

À compter du 1^{er} janvier 2009, les états financiers d'Imaflex USA sont convertis selon la méthode du taux courant, en vertu de laquelle les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan et les produits et charges aux taux de change en vigueur à la date de leur constatation au cours de la période. Les gains ou les pertes de change découlant de la conversion des états financiers d'Imaflex USA sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu.

À la suite de ce changement, le cumul des autres éléments du résultat étendu a été ajusté de 524 942 \$ au 1^{er} janvier 2009, afin de prendre en compte les gains de change non constatés antérieurement.

Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009
Solde d'ouverture	– \$
Changement de statut d'Imaflex USA	524 942 \$
Variation de la perte non réalisée à la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(769 032) \$
Solde de clôture	(244 090) \$

h) Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices sont calculés selon la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, des impôts futurs sont constatés pour tenir compte des écarts temporaires entre la valeur comptable des éléments inscrits aux états financiers et leur valeur fiscale respective. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont évalués au moyen des taux d'imposition pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au bénéfice imposable des exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés être recouverts ou réglés. L'incidence d'une modification éventuelle des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est constatée dans les résultats de la période au cours de laquelle cette modification a lieu. Le montant des actifs d'impôts futurs constaté est limité au montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable. Une provision pour moins-value est constatée à l'égard de la tranche des actifs d'impôts futurs dont la réalisation est considérée comme plus improbable que probable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

1. Principales conventions comptables (suite)

i) Régimes de rémunération à base d'actions

La Société constate ses attributions d'options sur actions selon la méthode de la juste valeur. Conformément à la méthode de la juste valeur, la charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date de l'attribution et elle est passée en charges sur la durée de la période d'acquisition des droits des options attribuées.

j) Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, les instruments financiers classés comme actifs financiers disponibles à la vente, détenus à des fins de transaction, et instruments financiers dérivés, qu'ils fassent ou non partie d'une relation de couverture, sont évalués à la juste valeur au bilan à chaque date de clôture, tandis que les autres instruments financiers sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société classe ses instruments financiers importants selon le modèle comptable suivant :

Trésorerie	Détenus à des fins de transaction
Débiteurs	Prêts et créances
Dette bancaire	Autres passifs financiers
Créditeurs et charges à payer	Autres passifs financiers
Dette à long terme	Autres passifs financiers

k) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs et des passifs constatés et sur les informations à fournir relativement aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges présentés pour l'exercice.

Les principaux éléments des états financiers nécessitant l'utilisation d'estimations incluent la provision pour créances douteuses, l'évaluation de la valeur nette de réalisation des stocks, la durée de vie utile des actifs aux fins du calcul de l'amortissement et l'évaluation de leur valeur nette recouvrable, la juste valeur des instruments dérivés et les impôts futurs. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

l) Bénéfice par action

Le bénéfice par action de base est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice par action dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions.

2. Débiteurs

	2010	2009
Créances clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	8 246 220 \$	6 576 547 \$
Autres	38 364	490 343
	8 284 584 \$	7 066 890 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

3. Stocks

	2010	2009
Matières premières et fournitures	4 794 647 \$	6 500 191 \$
Produits finis	4 167 558	4 333 664
	8 962 205 \$	10 833 855 \$

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, le coût des stocks comptabilisé dans le coût des marchandises vendues s'est établi à 28 629 206 \$ (27 063 116 \$ en 2009).

4. Immobilisations

	2010		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	36 070 537 \$	20 903 639 \$	15 166 898 \$
Améliorations locatives	1 304 142	1 062 073	242 069
Matériel de bureau	40 987	18 397	22 590
Matériel informatique et logiciels	384 733	193 464	191 269
Actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition			
Chariots élévateurs	70 500	30 550	39 950
	37 870 899 \$	22 208 123 \$	15 662 776 \$

Le matériel de production de la Société est donné en garantie de la marge de crédit d'exploitation et la dette à long terme de la Société.

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Matériel de production	35 823 589 \$	20 011 764 \$	15 811 825 \$
Améliorations locatives	1 127 157	734 151	393 006
Matériel de bureau	2 642	2 642	—
Matériel informatique	251 071	188 871	62 200
Actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition			
Matériel informatique et logiciels	371 635	61 245	310 390
Chariots élévateurs	70 500	16 450	54 050
	37 646 594 \$	21 015 123 \$	16 631 471 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

5. Dette bancaire

La Société a obtenu de ses banquiers une marge de crédit d'exploitation pouvant atteindre 8 500 000 \$ et portant intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte canadienne majoré de 1,3 %. Cette marge de crédit est garantie par les débiteurs, les stocks et les immobilisations. Elle peut être revue périodiquement par la banque et est payable sur demande. Au 31 décembre 2010, la Société avait prélevé un montant de 6 338 764 \$ (5 959 204 \$ en 2009) sur sa marge de crédit.

La marge de crédit d'exploitation était assujettie à des clauses restrictives en matière de fonds de roulement et du ratio emprunts/capitaux propres. Au 31 décembre 2010, la Société ne respectait pas certaines clauses restrictives de sa marge de crédit de 6 338 764 \$ et de sa dette à long terme de 696 000 \$ au total (se reporter à la note 7).

Le 21 avril 2011, la Société a renouvelé ses facilités de crédit et apporté des modifications à certaines modalités comme suit :

- Les facilités de crédit portent intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte canadienne majoré de 2,3 %; et la Société maintient, sur une base mobile de 12 mois, des clauses restrictives à l'égard du fonds de roulement, du ratio emprunts/capitaux propres, du ratio de couverture des charges fixes et du ratio dette portant intérêt/BAIIA, comme il est défini dans l'entente, et elle maintient un BAIIA cumulatif (tel qu'il est défini) en 2011 à des niveaux convenus entre les deux parties.

6. Obligations aux termes de contrats de location-acquisition

La Société a financé certains actifs au moyen de contrats de location-acquisition visant des chariots élévateurs et dont les échéances sont le 28 octobre 2013 et le 18 août 2013. Les paiements aux termes de ces contrats sont exigibles comme suit :

2011	17 699 \$
2012	17 699
2013	28 209
Total des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats de location	63 607
Moins le montant représentant l'intérêt au taux d'environ 8,7 %	8 633
Valeur actualisée des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats de location	54 974
Moins la tranche à court terme	12 462
	42 512 \$

Les intérêts débiteurs incluent des intérêts sur les obligations aux termes des contrats de location-acquisition qui s'élevaient à environ 5 286 \$ en 2010 (11 600 \$ en 2009).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

7. Dette à long terme

	2010	2009
Emprunt (1 689 286 \$ US en 2010, 2 303 618 \$ en 2009) portant intérêt au TIOL à 30 jours (0,25 % au 31 décembre 2010), révisé mensuellement, majoré de 1,24 %, remboursable en versements mensuels du capital de 50 914 \$ (51 190 \$ US) jusqu'en septembre 2013. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et par une sûreté complète consentie par Imaflex Inc. a)	1 680 164 \$	2 421 103 \$
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel d'une banque à charte canadienne majoré de 0,50 %, remboursable en versements mensuels du capital de 50 000 \$ jusqu'en janvier 2012, garanti par une hypothèque de premier rang d'un montant de 3 000 000 \$ sur tous les biens actuels et futurs de Canslit, qu'ils soient meubles ou immeubles, corporels ou incorporels. Aux termes du renouvellement des facilités de crédit décrites à la note 5, le taux d'intérêt a été modifié pour le taux d'intérêt préférentiel d'une banque à charte canadienne majoré de 1,5 %. b)	650,000	1,250,000
Emprunt portant intérêt au taux de base du prêteur (5,00 % au 31 décembre 2010) majoré de 0,25 %, remboursable en versements mensuels du capital de 43 460 \$ jusqu'en septembre 2015, garanti par du matériel de production.	2 477 220	—
Emprunts portant intérêt à des taux variant entre le taux préférentiel majoré de 0,5 % et le taux préférentiel majoré de 2,00 %, qui ont été annulés ou refinancés au cours de l'exercice.	—	1 911 602
Emprunt (540 027 \$ US en 2010, 1 046 647 \$ US en 2009) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels du capital et des intérêts de 46 279 \$ (46 530 \$ US) jusqu'en décembre 2011. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et une sûreté fournie par Imaflex Inc.	537 111	1 100 026
Emprunt portant intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 %, remboursable en versements mensuels du capital de 11 500 \$ jusqu'en avril 2011, garanti par du matériel de production. b)	46 000	184 000
Emprunt (127 782 \$ US en 2010, 215 970 \$ US en 2009) portant intérêt au TIOL à 30 jours, révisé mensuellement, majoré de 2,00 %, remboursable en versements mensuels du capital et des intérêts de 8 329 \$ (8 374 \$ US) jusqu'en avril 2012. Cet emprunt est garanti par du matériel de production et une sûreté complète fournie par la Société.	127 091	226 984
	5 517 586	7 093 715
Tranche à court terme de la dette à long terme	2 409 829	2 922 419
	3 107 757 \$	4 171 296 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

7. Dette à long terme (suite)

a) Le 28 septembre 2006, la Société a emprunté à Wachovia Corporation la somme de 4 300 000 \$ US à un taux d'intérêt variable pour une durée de sept ans, par suite d'une facilité d'emprunt à long terme qu'elle avait contractée pour financer ses dépenses en immobilisations. La Société a ensuite conclu un swap de taux d'intérêt du même montant et de la même durée. En vertu des modalités de ce swap, la Société bénéficie mensuellement d'un taux d'intérêt variable et paie un taux d'intérêt fixe de 6,54 %. La Société a recours à cet instrument financier dérivé afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt, l'objectif consistant à fixer les frais d'intérêt sur cette tranche de la dette à long terme.

Au 31 décembre 2010, la juste valeur du swap de taux d'intérêt représentait un passif de 110 718 \$ (111 319 \$ US) (168 763 \$ [161 249 \$ US] en 2009), qui a été constaté au poste « Crédoiteurs et charges à payer » du bilan et la variation de la juste valeur depuis le 31 décembre 2009 a été constatée à titre de charge correspondante dans les intérêts débiteurs de l'état des résultats.

b) Ces emprunts sont assujettis aux clauses restrictives de nature financière décrites à la note 5.

Les intérêts sur la dette à long terme se sont élevés à 517 132 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (470 141 \$ en 2009).

Le montant du remboursement total de la dette à long terme, pour chacun des quatre exercices subséquents au 31 décembre 2010 et par la suite, se présentait comme suit :

2011	2 409 829 \$
2012	1 215 351
2013	979 746
2014	912 660
	5 517 586 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

8. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts diffère du montant qui aurait été obtenu si les taux d'imposition fédéral et provincial du Canada prévus par la loi avaient été appliqués au bénéfice avant impôts sur les bénéfices. Les facteurs à l'origine de l'écart et les incidences fiscales connexes sont les suivants :

	2010	2009
Perte avant impôts sur les bénéfices	(1 674 363) \$	(44 403) \$
Taux prévu par la loi	30,9 %	30,9 %
Montant calculé des impôts exigibles	(517 378)	(13 721)
Ajustements		
Écarts permanents	20 715	18 070
Écarts temporaires		
Économie d'impôts non constatée découlant des pertes d'Imaflex USA	689 175	513 396
Incidence de l'écart de taux d'imposition à l'étranger	(133 764)	(101 373)
Ajustement des impôts sur les bénéfices des exercices précédents	32 877	—
Ajustement des impôts futurs	(9 333)	—
Ajustement de la provision pour moins-value	(28 846)	(37 480)
Tranche non imposable des impôts sur les bénéfices liés aux placements	8 683	—
Autres	14 024	(20 022)
Charge d'impôts	76 153 \$	358 870 \$
Comprenant :		
Impôts exigibles	(74 599) \$	472 828 \$
Impôts futurs	150 752	(113 958)
Charge d'impôts	76 153 \$	358 870 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

8. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les impôts futurs se composent des éléments suivants :

	2010	2009
Actifs		
Pertes reportées en avant	2 522 916 \$	2 369 000 \$
Réserves fiscales	28 127	776 780
Immobilisations	13 140	(884 000)
Gain (perte) de change non réalisé(e)	15 241	—
Autres	7 695	12 918
Provision pour moins-value	(2 538 157)	(2 253 000)
	48 962	21 698
Passifs		
Immobilisations	(1 135 966) \$	(954 135) \$
Gain de change non réalisé	—	(3 815)
	(1 135 966)	(957 950)
Passif d'impôts futurs, montant net	(1 087 004) \$	(936 252) \$
La filiale de la Société, Imaflex USA, dispose de pertes autres qu'en capital d'environ 10 643 295 \$ pouvant être reportées en avant, pour lesquelles une provision pour moins-value a été constatée, en vue de réduire le bénéfice imposable futur, et qui expirent comme suit :		
2025		86 230 \$
2026		1 445 242
2027		993 443
2028		2 145 144
2029		2 323 751
2030		3 649 485
		10 643 295 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

9. Capital-actions

Le capital-actions se compose des éléments suivants :

Capital autorisé

Un nombre illimité d'actions de catégorie A, avec droit de vote et droit de participation, sans valeur nominale; un nombre illimité d'actions de catégorie B, sans droit de vote, avec droit de participation, sans valeur nominale, pouvant être émises en tout temps en une ou plusieurs séries; un nombre illimité d'actions de catégorie B, série 1, convertibles au gré du porteur en actions de catégorie A à la condition que le pourcentage d'actions de catégorie A détenues dans le public par suite de cette conversion ne soit pas inférieur à 20 % du nombre total d'actions de catégorie A émises et en circulation

Capital émis

Le tableau suivant présente un sommaire des actions en circulation.

	2010		2009	
	Actions	Valeur comptable	Actions	Valeur comptable
Émises et en circulation				
Actions de catégorie A	39 350 002	7 829 165 \$	39 350 002	7 829 165 \$

Le bénéfice par action de base et dilué a été calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, soit 39 350 002 (39 350 002 en 2009).

Régime d'options sur actions

Aux termes du régime d'options sur actions (le « régime ») de la Société, 10 % des actions de catégorie A émises et en circulation à l'occasion sont réservées aux fins des options sur actions. Selon les modalités du régime, la durée des options doit être fixée par le conseil d'administration et celles-ci peuvent être attribuées aux dirigeants et aux employés de la Société et de ses filiales. Les options sont attribuées à un prix d'exercice qui ne peut être inférieur à la juste valeur des actions de la Société à la date d'attribution. Les options peuvent être exercées pendant une période maximale de cinq ans et le prix d'exercice doit être réglé en totalité au moment de l'exercice. Au 31 décembre 2010 et 2009, aucune option aux termes du régime n'était en cours.

10. Opérations entre apparentés

Au cours de l'exercice et dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations courantes avec des entités appartenant à ses actionnaires et à ses dirigeants. Ces opérations ont été évaluées à leur valeur d'échange, qui correspond au montant de la contrepartie fixée et convenue par les parties, et dont le détail se présente comme suit :

	2010	2009
Frais de gestion	157 554 \$	183 371 \$
Loyers	727 306 \$	708 765 \$

Au 31 décembre 2010, aucun montant n'était dû aux apparentés.

En outre, concernant la facilité de crédit décrite à la note 5, un important actionnaire de la Société s'est engagé à remédier aux défauts à l'égard des clauses restrictives, le cas échéant.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

11. Engagements et éventualités

a) Les paiements minimaux futurs que la Société doit verser au titre de contrats de location-exploitation visant des installations louées auprès d'un apparenté sont approximativement les suivants :

2011	729 188 \$
2012	736 967
2013	736 967
2014	577 717
2015	474 858
Par la suite	1 249 064
	4 504 761 \$

b) Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à des réclamations et à des poursuites. La direction est d'avis que le règlement de ces réclamations et de ces poursuites n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière, les bénéfices ou les flux de trésorerie.

12. États des flux de trésorerie

La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié à l'exploitation se détaille comme suit :

	2010	2009
Débiteurs	(1 217 694) \$	3 608 869 \$
Impôts sur les bénéfices	(179 407)	(108 452)
Stocks	1 634 691	(3 746 924)
Charges payées d'avance	5 251	4 653
Créditeurs et charges à payer	1 087 772	210 663
	1 330 613 \$	(31 191) \$

13. Instruments financiers et gestion du risques

La Société est exposée aux risques découlant de l'utilisation d'instruments financiers, y compris le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Les paragraphes qui suivent décrivent la façon dont la Société gère ces risques et fournissent d'autres informations requises sur les instruments financiers.

a) Gestion du risque de change

Une partie des ventes et des charges de la Société ainsi que de ses débiteurs et créditeurs est libellée en dollars américains (« \$ US »). Une partie des produits en dollars américains constitue une couverture naturelle des charges libellées dans cette monnaie. La Société n'utilise aucun contrat de change à terme pour gérer le risque de change résiduel. La Société a constaté dans son état des résultats des pertes de change de 212 805 \$ (perte de 522 246 \$ en 2009) subies dans le cours normal des activités.

Au 31 décembre 2010, la Société détenait les instruments financiers suivants libellés en devises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

a) Gestion du risque de change (suite)

(en milliers)	2010	2009
Créances clients	3 449 \$	2 861 \$
Dettes fournisseurs	(2 980)	(2 584)
Emprunts bancaires garantis	(2 357)	(3 566)
Swap de taux d'intérêt	(111)	(161)
	(1 999) \$	(3 450) \$

Analyse de sensibilité :

Au 31 décembre 2010, une dépréciation de 0,05 \$ du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait entraîné une baisse de 99 950 \$ de la perte nette.

À l'inverse, une appréciation de 0,05 \$ du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet opposé.

b) Risque de crédit

Le crédit que la Société octroie est fonction d'une évaluation de la situation financière de chaque client et de la capacité qu'elle a d'obtenir une assurance crédit à l'égard de ce dernier. Les états financiers incluent une provision pour pertes sur créances. La direction cherche à atténuer le risque de crédit en limitant son exposition aux débiteurs d'un client donné. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, le pourcentage des ventes totales par client individuel représentait environ 8 % (15 % en 2009). L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond au montant total des créances clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses.

Au 31 décembre 2010, les échéances des créances clients se présentaient comme suit :

(en milliers de dollars)	2010	2009
En cours	3 242 \$	2 663 \$
De 30 à 60 jours	2 907	2 359
Échus depuis 60 à 90 jours	1 509	990
Échus depuis plus de 90 jours	1 084	1 471
	8 742	7 483
Moins la provision pour créances douteuses	(496)	(906)
Créances clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses	8 246 \$	6 577 \$

c) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt à l'égard de son financement à court et à long terme, qui porte intérêt à des taux variables.

Étant donné que les instruments financiers non dérivés à taux fixe de la Société sont évalués au coût après amortissement, les fluctuations des taux d'intérêt ont une incidence sur la juste valeur de ces instruments, mais n'en ont pas sur le résultat ou les capitaux propres.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

c) Risque de taux d'intérêt (suite)

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt à l'égard de ses instruments financiers non dérivés à taux variable ainsi qu'à l'égard de son swap de taux d'intérêt. Toute variation des flux de trésorerie découlant du swap de taux d'intérêt est compensée par une variation égale des flux de trésorerie découlant du prêt pour lequel il est utilisé afin de fixer le taux d'intérêt. Toute augmentation des taux d'intérêt entraînerait une augmentation de la valeur du swap de la Société ainsi qu'une augmentation de sa valeur dans les états financiers consolidés. Pour les prêts restants sur lesquels la Société paie des taux d'intérêt variables, la direction est d'avis qu'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence importante sur les flux de trésorerie de la Société et que le risque de taux d'intérêt n'est pas important.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas capable d'honorer ses obligations financières à leur échéance. La Société cherche à atténuer son risque de liquidité en gérant la structure de son capital et son levier financier, comme il est décrit à la note 14. Elle cherche également à atténuer son risque de liquidité en surveillant en permanence ses flux de trésorerie actuels et prévus.

Au 31 décembre 2010, la valeur comptable et les flux de trésorerie contractuels liés aux passifs financiers de la Société se présentaient comme suit :

(en milliers)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	De 6 mois et moins	De 6 mois à 12 mois	De 1 mois à 2 ans	De 2 mois à 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Dette à long terme	5 573 \$	(5 967) \$	(1 323) \$	(1 270) \$	(1 340) \$	(2 034) \$
Dette bancaire	6 339	(6 339)	(6 339)	—	—	—
Créditeurs ¹	5 831	(5 831)	(5 831)	—	—	—
Passifs financiers dérivés						
Swap de taux d'intérêt	111	(122)	(40)	(32)	(40)	(10)
	17 854 \$	(18 259) \$	(13 533) \$	(1 302) \$	(1 380) \$	(2 044) \$

1. Les créditeurs ne comprennent pas les swaps de taux d'intérêt qui sont présentés séparément.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

13. Instruments financiers et gestion du risque (suite)

e) Juste valeur des instruments financiers

(en milliers de dollars)	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers :				
Trésorerie	82 \$	82 \$	964 \$	964 \$
Prêts et créances				
Débiteurs	8 285	8 285	7 066	7 066
Passifs financiers :				
Autres passifs financiers :				
Dette bancaire	6 339	6 339	5 959	5 959
Créditeurs	5 831	5 831	4 983	4 983
Dette à long terme	5 518	5 518	7 093	7 093
Instrument financier dérivé :				
Swap de taux d'intérêt	111	111	168	168

Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis et au moyen des renseignements disponibles sur l'instrument financier concerné. Ces estimations étant de nature subjective, il arrive souvent qu'elles ne puissent être établies avec précision. La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers à court terme se rapprochait de leur valeur comptable à la date du bilan en raison de l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche également de sa valeur comptable, car elle porte intérêt à un taux variable et est assortie de conditions financières analogues à celles dont dispose la Société à l'heure actuelle.

f) Hiérarchie des justes valeurs

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – évaluation fondée sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

La hiérarchie des justes valeurs exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

La Société a évalué son swap de taux d'intérêt en utilisant des techniques d'évaluation de niveau 3 fondées sur les taux d'intérêt à terme (note 7 a)).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2010 et 2009

14. Informations à fournir concernant le capital

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital est de maintenir un niveau de liquidité suffisant pour soutenir sa croissance tout en adoptant une approche prudente à l'égard du levier et des risques financiers.

Le capital de la Société est composé de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend la dette portant intérêt moins la trésorerie. La Société utilise principalement son capital pour financer l'augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et les dépenses en immobilisations afin d'accroître ses capacités et l'intégration de ses activités.

La Société utilise le BAIIA comme principale mesure pour surveiller le levier financier. Le BAIIA est une mesure non conforme aux PCGR et est défini comme le « bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ».

Les conventions relatives à la marge de crédit d'exploitation et à la dette à long terme exigent que la Société respecte certaines clauses restrictives de nature financière, comme il est décrit à la note 5. Au 31 décembre 2010, la Société était en défaut à l'égard de ces clauses restrictives.

Toutefois, le 21 avril 2011, la Société a renouvelé ses facilités de crédit. La Société respecte les clauses restrictives de nature financière modifiées et s'attend à demeurer en conformité au cours de 2011.

15. Information sectorielle

La Société n'exerce ses activités que dans un secteur d'exploitation isolable, qui comprend la conception, la fabrication et la vente de matériaux d'emballage.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, les ventes aux États-Unis ont totalisé 21 029 100 \$ (22 998 265 \$ en 2009).

Les immobilisations aux États-Unis totalisaient 8 100 747 \$ au 31 décembre 2010 (8 906 155 \$ en 2009).

16. Événements postérieurs

Le 2 mars 2011, la Société a annoncé qu'un important actionnaire ferait l'acquisition pour un montant en espèces de 500 000 \$ de 1 315 789 unités au prix de 0,38 \$ l'unité, chaque unité étant composée de une action de catégorie A et de un bon de souscription donnant au porteur le droit d'acquérir une action supplémentaire de catégorie A au prix de 0,45 \$ pendant la période de 36 mois suivant la date d'émission du bon. L'opération devrait être conclue à la mi-mai 2011.

17. Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice considéré.